

PROJET DE LOI PORTANT REFORME DES RETRAITES

Explications de vote

INTERVENTION DE **MARISOL TOURAINE**

MERCREDI 27 OCTOBRE

M. le président. Dans les explications de vote, la parole est à Mme Marisol Touraine, pour le groupe SRC.

Mme Marisol Touraine. Monsieur le président, monsieur le ministre du travail, de la solidarité et de la fonction publique, monsieur le ministre chargé des relations avec le Parlement, M. Tron n'est plus là. Décidément, l'insulte et le mépris auront été de mise jusqu'au bout, dans ce débat. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC . - Protestations sur les bancs du groupe UMP.*)

Je tiens à dire que les attaques insultantes qu'il a proférées à l'encontre de notre collègue Colette Langlade s'adressaient en fait à tous les socialistes, et tous les socialistes se sont sentis concernés par ces attaques inacceptables. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Au fond, cela se situe bien dans la logique de ce que vous avez fait et dit depuis l'ouverture de ce débat.

Plusieurs députés du groupe SRC. Le voilà ! Le voilà ! (*M. Georges Tron, secrétaire d'État chargé de la fonction publique, entre dans l'hémicycle. - Huées sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

M. le président. Je vous en prie ! Seule Mme Touraine a la parole,

Mme Marisol Touraine. On comprend bien que certains ministres perdent leurs nerfs, puisque la vérité, c'est que, avec ce vote, vous tournez le dos au mouvement du progrès social, vous refusez la volonté d'une société de justice et de solidarité (*Protestations sur les bancs du groupe UMP*), héritée du Conseil national de la Résistance. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC. - Rires et exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

La vérité, c'est que votre politique est d'ores et déjà un naufrage et que ce qui devait être la grande réforme du quinquennat s'est transformé en piteuse citrouille législative. Vous rêviez d'audace réformatrice et vous vous retrouvez avec un pays en crise, qui a perdu confiance, qui a, surtout, perdu confiance en vous. À aucun moment vous n'avez su convaincre, avançant un jour des explications fondé sur le déficit démographique de long terme et, le lendemain, invoquant le déficit né de la crise.

La vérité que retiennent les Français, c'est que votre bilan tient en trois mots : provocation, irresponsabilité, injustice. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC et sur quelques bancs du groupe GDR.*)

Provocation, car vous vous êtes entêtés jusqu'à la dernière seconde à humilier les Français, à dédaigner les organisations syndicales, à ignorer l'opposition. En quelques semaines vous aurez réussi le prodige de coaliser le pays entier contre votre projet, de

mettre en scène votre mépris du Parlement et d'enterrer la possibilité d'une réforme durable, alors même - c'est là votre grande faute - que cette réforme était nécessaire (*« Ah ! » sur les bancs du groupe UMP.*) et alors même que les Français la jugeaient indispensable. Cependant il fallait une autre réforme ; les Français demandaient une réforme qui soit juste et qui soit responsable. Votre projet, lui, est irresponsable.

Vous disiez vouloir rendre confiance aux jeunes générations. Vous avez, pour toute réponse, supprimé le fonds de réserve qui leur était destiné et vous les acculez à prendre des assurances privées.

Vous assuriez légiférer pour le long terme et assainir les finances durablement. Pourtant, après 2018, c'est le trou noir et dès 2013 il faudra tout reprendre, tant votre refus de mettre à contribution les revenus du capital fragilise la situation.

Et tout cela pour quoi ? Pour un projet dont l'injustice est le fil conducteur et dont l'injustice vous collera longtemps à la peau. Oui, il est injuste de faire reposer tout l'effort sur les salariés, notamment sur les plus modestes, sans mettre à contribution les revenus du capital. Oui, il est injuste d'obliger ceux qui ont commencé à travailler à dix-huit ans à cotiser quarante-quatre ans avant de partir en retraite.

Oui, il est injuste de relever l'âge légal de départ en retraite, ce qui ne pénalisera pas les cadres alors que les ouvriers et les employés - à condition, évidemment, qu'ils aient un emploi - se verront taxer de deux années de travail supplémentaires.

Il est plus qu'injuste, monsieur le ministre, de refuser à tous ceux qui sont usés par des métiers pénibles de partir plus tôt en retraite. Il est injuste d'imposer aux salariés précaires, aux femmes qui ont eu des carrières hachées, d'attendre soixante-sept ans pour percevoir une petite retraite sans décote.

Cela étant, nous le disons fortement, pour les socialistes, la fin du débat parlementaire ne marquera pas la fin du débat politique. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC et sur quelques bancs du groupe GDR.*) En effet nous n'acceptons pas qu'à cause de vous, les Français renoncent à l'espoir d'une réforme juste, durable et financée. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

Monsieur le ministre, au cours de ces derniers mois, vous nous avez beaucoup parlé de courage, mais vous avez choisi la facilité, celle de faire payer les faibles et de vous attaquer aux plus modestes.

« Le courage, disait Jean Jaurès, c'est d'aller à l'idéal et de comprendre le réel ». C'est parce que vous avez renoncé à l'idéal social de la France, parce que vous avez dramatiquement ignoré la réalité de notre pays, que les socialistes voteront contre votre réforme des retraites. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC et sur plusieurs bancs du groupe GDR.*)

M. le président. La parole est à M. Jean-Paul Lecoq, pour le groupe GDR.